

La mémoire déchirée des pieds-noirs

Les prises de position officielles sur l'Algérie font sortir les pieds-noirs de l'oubli. Directement interpellés par les débats sur la guerre d'Algérie, la place de l'immigration maghrébine en France, celle aussi de l'islam, les questions liées à l'intégration, ils cherchent à se définir par rapport aux nouvelles interrogations qui traversent la société. Et les pieds-noirs conservent une influence politique relative, même si, fortement divisé en courants contraires, ce groupe reste déchiré par ses guerres de mémoires.

À la faveur d'un renouvellement des études sur l'histoire coloniale, les acteurs de la colonisation réapparaissent. Longtemps voués au pilori, les colonisateurs n'avaient pas droit de cité chez les historiens anticolonialistes, qui s'intéressaient surtout à l'éveil politique des colonisés et aux sources des révoltes. Le fait colonial était donc immanquablement divisé en deux parties bien distinctes : les opprimés et les oppresseurs. Le renouvellement des problématiques ou la relecture de certains chercheurs comme Georges Balandier font ressortir la complexité des relations coloniales et l'interdépendance des hommes vivant dans cet univers. Dégagés de la pression politique des décolonisations, les chercheurs tentent désormais, aidés par un début d'ouverture des archives, de présenter une vision moins manichéenne de la situation coloniale. Mais ce travail de fond, dépassionné et documenté, n'est pas encore capable d'apaiser les guerres de mémoire que se livrent les différents acteurs du passé colonial.

Loin de l'objectivité de l'historien, ces acteurs, souvent organisés en groupes de pression, souvent par le biais d'associations, cherchent à réécrire l'histoire selon leur propre vision de la colonisation et des conflits qui y ont mis fin. Parmi ceux-ci, les pieds-noirs jouent un rôle important, pesant sans cesse sur l'État pour obtenir réparation et reconnaissance. Ils profitent actuellement de l'importance de la guerre d'Algérie dans l'actualité pour revendiquer un retour vers l'histoire coloniale française, qu'ils considèrent comme négligée, voire falsifiée par les historiens. Ils ont pesé de tout leur poids sur la construction d'un mémorial de la France d'outre-mer, projet de la ville de Marseille. On peut alors se demander si cet ouvrage et ses concepteurs – dont certains sont des historiens – sauront se dégager de la pression de la mémoire et aborder la colonisation dans un ensemble plus vaste, dans une recherche de vérité historique et non comme la réhabilitation de l'œuvre française en Algérie.

Population métisse à bien des titres, les Français du Maghreb, devenus "pieds-noirs" à leur arrivée en France, ont importé sur le sol français leur spécificité "africaine". Ils sont les représentants d'une "colonisation

par **Valérie Esclangon-Morin**,
agrégée d'histoire

ambiguë” (Claude Liauzu), à la fois productrice de richesses et profondément inégalitaire. Dès leur arrivée en France, ils ont souffert du décalage entre leur vision de la guerre d’Algérie et celle des Français, plutôt soulagés d’en voir la fin. Mal accueillis, ils étaient aussi condamnés, rejetés dans le camp des oppresseurs. Face à l’adversité, il leur importait alors de se définir – ou plutôt se redéfinir – puisque leur place dans la société française n’était plus celle que leur avait donné l’univers colonial. Pour cela, ils ont cherché à se faire reconnaître par l’État comme groupe spécifique, mettant en place des stratégies identitaires leur permettant de réécrire un passé cohérent et unificateur mais aussi de s’imposer dans les guerres de mémoire qui secouent le passé colonial français.

Du colon défricheur au colonialiste

Analyser la mémoire, ou plutôt les mémoires des pieds-noirs, c’est d’abord comprendre leur histoire. Il est important, dans un premier temps, de chercher à définir cette population outre-mer. Elle est composée des différents groupes ayant rejoint l’Algérie : républicains de 1848, communards de 1870, Alsaciens-Lorrains, Espagnols, Italiens, Maltais... Les lois de naturalisation de 1889 ont transformé les habitants de cette “tour de Babel” algérienne en Français, coulés dans les mêmes moules de l’école et de l’armée républicaines.

Au sein de l’univers colonial, ces Français se sont d’abord constitué une identité par leur appartenance à la citoyenneté française. Elle leur permettait de se définir par rapport à ceux qui ne possédaient pas ce droit, c’est-à-dire les musulmans. Le contexte colonial leur offrait des privilèges mais aussi une particularité par rapport aux Français de France. Naît alors, à la fin du XIX^e siècle, une volonté de différenciation qui les fait se nommer “Algériens”, mot qui exprime bien leur volonté d’enracinement dans la terre d’Afrique et leur marque d’une certaine indépendance face à la métropole. Il est à noter que, de son côté, le discours juridique, largement dominé par la métropole, a toujours refusé d’attribuer ce terme aux habitants de l’Algérie, quels qu’ils soient⁽¹⁾.

Ce sentiment d’appartenir à une terre commune (Albert Camus) n’implique pourtant pas la fusion avec l’indigène – arabe ou kabyle, regroupé sous la dénomination “musulman” – mais seulement entre Européens. Toute période de crise (révolte, insurrection) rejette chaque communauté dans son camp. La guerre d’Algérie porte à son paroxysme cette séparation. Le vocabulaire reflète alors la cristallisation des identités, puisque les pieds-noirs se revendiquent “Français” face aux musulmans qui se définissent “Algériens” à leur tour.

À leur arrivée en France, les pieds-noirs réalisent à quel point le regard porté par la société française sur ses colonies a changé. Dans les années trente, ils avaient été portés aux nues par la République triomphante. Lors des fêtes du centenaire de la conquête de l’Algérie en

1) - “Le fait que cette confiscation symbolique d’identité n’ait jamais reçu de consécration juridique rappelle que l’univers mental de la relation coloniale n’est pas homogène, mais composé de discours qui se répondent – voire s’opposent – les uns aux autres”.
Jean-Robert Henry, “L’identité imaginée par le droit”, in Denis-Constant Martin, *Cartes d’identité, comment dit-on nous en politique ?*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994.

1930, les discours prononcés vantaient les vertus des colons – des hommes “*héroïques*”⁽²⁾, qui “*constituent aujourd’hui la véritable chair vivante qui donne forme et beauté à l’indispensable ossature administrative*”⁽³⁾ – et de l’œuvre accomplie.

Désormais, la France n’est plus fière de son Empire, elle semble au contraire soulagée de s’en être débarrassé. Les thèses cartiéristes (développées par le journaliste Raymond Cartier) sur le coût de l’Empire y contribuent. Les pouvoirs publics se dépêchent d’effacer des manuels d’histoire les références à l’Empire, et l’histoire des Français des colonies, devenus “Français d’outre-mer”, disparaît dans les oubliettes de la mémoire républicaine. Arrivés sur une terre hostile, les pieds-noirs voient leur existence contestée et leur histoire niée.

Pire, on veut leur faire porter la responsabilité de la “sale guerre” qui a secoué l’Algérie durant huit ans. Ils sont les boucs

émissaires de cent ans de colonisation française ratée. La France a échoué dans sa mission civilisatrice, elle n’a pas été capable de conserver auprès d’elle ces peuples qu’elle voulait éduquer. Il faut trouver un responsable à ce gâchis : ce seront les pieds-noirs. Ils deviennent, en cet été 1962 où l’indépendance est proclamée, les victimes expiatoires de l’échec de la colonisation, au même titre que les femmes rasées ont été celles de la collaboration à la Libération.

Le nom de l’exil

L’exode constitue un moment privilégié de l’histoire des Français d’Algérie, car il donne naissance à un groupe solidaire. La déchirure du départ et l’hostilité de l’accueil permettent l’unité, jamais vraiment réalisée outre-mer. Robert Garcin parle “*d’expérience commune de l’arrachement*”⁽⁴⁾. L’opinion publique les conspuent, les appelle “pieds-noirs”, terme au départ plutôt péjoratif, que beaucoup découvrent en France. Ce nom, ils vont se l’approprier pour se désigner, se démarquer des Français de France, les “Francaouis”. Il reste le nom de ceux qui ont connu l’exode. Il est le nom de l’exil. Mais il n’inclut pourtant pas toutes les populations “rapatriées”. S’il peut désigner les juifs – encore qu’on lui ajoute l’adjectif “juif”, “juif pied-noir” – il ne désigne pas les musulmans, considérés comme rapatriés par l’État français mais pas pieds-noirs. Preuve que les marques coloniales sont encore très présentes malgré la solidarité engendrée par l’exode.

La constitution du groupe s’est aussi faite contre le terme “rapatrié”. Notion imposée par le droit français, puisque pour l’État, cette population française devait être rapatriée d’un territoire désormais indépendant, donc hors souveraineté française. Il semblait donc juste de dire que ses

La déchirure du départ
et l’hostilité de l’accueil permettent
l’unité des Français d’Algérie,
jamais vraiment réalisée outre-mer.

2)- Gaston Doumergue, président de la République, lors de l’inauguration d’un monument à la gloire de la colonisation à Boufarik.

3)- Jean Brunhes, “À vous l’Algérie !”, *Bulletin du comité de l’Afrique française*, juin 1930, pp. 316-319, cité par Jeannine Vergès-Leroux, *Les Français d’Algérie de 1830 à aujourd’hui*, Fayard, 2001, p. 246.

4)- Robert Garcin, *Genèse de l’exode des Européens d’Algérie, L’arrachement*, 2 tomes, édition Gilletta, Nice, 1982.

ressortissants de nationalité française devaient “revenir dans leur patrie”, être “rapatriés”. Mais pour les pieds-noirs, la patrie, ce n’est pas la France. La patrie, c’est “la terre des pères” et donc l’Algérie. Alain Vircondelet l’exprime avec force : “À notre retour, on nous a surnommés du sobriquet ironique de ‘rapatriés’. Or, la patrie, dit-on, c’est la terre des pères, le pays où l’on a pris naissance. Voilà longtemps que mes pères à moi ont pris racine sur le sol si vert de la Mitidja, voilà longtemps qu’ils ont brûlé leur dos aux travaux de la terre sous le soleil si durement bleu de l’Algérie. Ici, en France, la patrie pour nous est un vain mot. Nous n’y avons ni nos morts ni nos usages. C’est de la vraie patrie que nous avons mal. De l’Algérie donc.”⁽⁵⁾

5)- Alain Vircondelet,
Alger l’amour,
Presses de la Renaissance,
Paris, 1982, pp. 224-225.

Le sentiment unificateur de l’ensemble des pieds-noirs est ce retour impossible à la terre des pères et à la terre des morts, telle que la définit Eric Savarèse. Il note “l’importance collective accordée par les pieds-noirs à la gestion des cimetières”, une “gestion collective des tombes qui rend compte d’un sentiment collectif, celui d’avoir perdu toute référence au pays, c’est-à-dire à la terre natale ou à la patrie en abandonnant la terre des morts”⁽⁶⁾. Et de remarquer que tous les retours sur le sol algérien sont marqués par une première visite aux morts, comme le raconte Jules Roy dans *Adieu ma mère, adieu mon cœur*⁽⁷⁾. En ce sens, l’exode des pieds-noirs est une migration sans retour possible, sans racines, qui prend alors toute sa dimension tragique. De ce fait, le lien avec la terre doit être entretenu, mais il ne peut l’être que par le témoignage, la recherche historique, la transmission de rites.

6)- Eric Savarèse,
L’invention des pieds-noirs,
Séguier, 2002, p. 244.

7)- Albin Michel, *Le livre de poche*, Paris, 1996.

Appartenir à une identité

Éloigné à tout jamais de la terre que l’on aime, sans possibilité de retour, raconter sa terre, connaître son histoire devient un enjeu fondamental pour les pieds-noirs. Cet enjeu c’est l’existence même du groupe, sa cohérence aussi. “L’identité collective de groupes larges peut prendre naissance lorsque les membres du groupe prennent connaissance de leur histoire collective. La publication et la lecture des récits des événements passés déclenchent alors une série d’activités d’expression et de renforcement de l’identité : création de mouvements ou d’associations, rassemblements, réunions et congrès, publications diverses...”⁽⁸⁾ Les associations de pieds-noirs vont, à ce titre, jouer un rôle important. En définissant des objectifs communs, qu’ils soient politiques ou culturels, elles permettent au groupe d’être représenté aux yeux de la population française et des pouvoirs publics. Bien évidemment, les associations ne sont pas représentatives de l’ensemble des pieds-noirs. Elles n’entendent pas exprimer toutes leurs opinions. Mais cet échantillon actif est révélateur des crises et questionnements qui les agitent.

L’exode a déclenché chez les pieds-noirs tout un processus producteur d’identité. La séparation d’avec la terre aimée, la douleur du départ, cet

8)- Alex Mucchielli,
L’identité, Presses
universitaires de France,
1986.

“*arrachement*” du sol natal a créé un besoin de solidarité très fort. Cette solidarité s’est encore accentuée avec le mauvais accueil reçu en France. L’État français est, lui aussi, pris en défaut. Persuadés que les pieds-noirs resteraient en Algérie, les pouvoirs publics ont réagi tardivement aux arrivées massives en provenance du Maghreb. Les conséquences en ont été désastreuses : manque de lits dans les centres d’hébergement d’urgence, pas de lieu d’accueil ou trop peu, ce qui provoque des files d’attente interminables. Pire, rien n’est prévu pour les loger, pour les employer. Les décisions prises à ce sujet en 1962 ne portent leurs fruits qu’à partir de 1964. Bien trop tard pour “récupérer” le mécontentement solidement ancré dans cette population en butte à toutes les difficultés. Ce rejet de leurs compatriotes, ce sentiment d’être exclus de la société française comme s’ils étaient des étrangers⁽⁹⁾, a eu comme conséquences majeures le regroupement derrière des meneurs associatifs ou politiques pour la défense d’intérêts communs ; et l’utilisation de leurs droits de citoyens français, et notamment de leur droit de vote, pour s’affirmer comme un groupe de pression politique.

Car, à la différence des étrangers, ils sont citoyens français et savent rapidement utiliser ce statut pour se rappeler au bon souvenir des hommes politiques. S’il n’y a pas eu de “vote pied-noir” unanime, on peut cependant parler d’un “*lobby* pied-noir” relativement efficace, du moins jusqu’en 1986. Ce groupe de pression est formé des principales associations constituées aux lendemains des premiers rapatriements – sur la base même de la solidarité et de l’entraide –, et qui ont parfois compté jusqu’à plusieurs dizaines de milliers d’adhérents : l’Anfanoma et le Ranfran⁽¹⁰⁾. Il sait utiliser son audience auprès des pieds-noirs pour appeler à voter pour ou contre certains hommes politiques, en fonction de leurs déclarations d’intention en faveur de l’indemnisation des biens perdus ou spoliés, de l’amnistie des hommes de l’OAS (Organisation armée secrète) et du putsch d’avril 1961 ou du moratoire des dettes des réinstallés. Cette pression électorale a eu surtout une prise importante au niveau local, certaines municipalités ou circonscriptions du Sud de la France ayant jusqu’à 10 % de leur électorat attentif à ces thèmes.

L’influence politique du Recours

Une association s’est créée avec l’objectif d’utiliser la capacité de mobilisation des pieds-noirs. C’est le Recours⁽¹¹⁾, fondé par Jacques Roseau en décembre 1976, lors de la campagne des élections municipales de 1977. Il connaît un certain succès, obligeant, en 1978, Valéry Giscard d’Estaing à rédiger une deuxième loi d’indemnisation en faveur des spoliés d’Afrique du Nord. Il défend ensuite la candidature de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1981, après que celui-ci a promis une troisième loi d’indemnisation et une loi d’amnistie totale. Devant l’impossibilité du nouveau président à remplir ses promesses, son choix se porte alors sur son

9)- Leur numéro d’identité porte le n° 99 pour le lieu de naissance, ce qui les désigne comme nés à l’étranger. En 1962, on leur demande six mois de résidence sur le sol français pour pouvoir s’inscrire sur les listes électorales.

10)- Respectivement, l’Association nationale des Français d’Afrique du Nord et d’outre-mer et de leurs amis, et le Rassemblement national des Français d’Afrique du Nord.

11)- Rassemblement et coordination unitaires des rapatriés et spoliés.

rival, Jacques Chirac, qu'il soutient lors des élections législatives de 1986. L'importance prise par le Recours est visible par l'ascension de ses principaux meneurs. Jacques Roseau devient le principal interlocuteur des socialistes, loin devant les associations traditionnelles (Anfanoma et Ranfran), et Guy Forzy, successeur de Jacques Roseau après son assassinat

en 1993, devient délégué aux Rapatriés dans le gouvernement Juppé en 1995.

Néanmoins, on peut remarquer qu'après avoir obtenu une troisième loi d'indemnisation en 1987, les *lobbies* pieds-noirs ont beaucoup plus de mal à mobiliser leur électorat. Devant les retournements des uns et des autres, devant le "yo-yo" politique que ces groupes de pression leur

demandent de faire, de nombreux électeurs pieds-noirs se détournent de la politique. Ou alors ils choisissent de soutenir ponctuellement les candidats les plus "Algérie française", dont Jean-Marie Le Pen et son mouvement Front national qui se réinstalle sur la scène politique à partir de 1983. C'est ce que Benjamin Stora évoque dans son ouvrage sur *Le transfert d'une mémoire*⁽¹²⁾, et qu'il qualifie de vote "sudiste", basé sur certains thèmes propres à capter une partie de l'électorat pied-noir. Ces thèmes sont : "*Sentiment toujours très vif de trahison et d'abandon à propos de sa terre natale, antigaulisme virulent, conviction de poursuivre un combat contre le 'fanatisme musulman'.*"

Les tentatives d'union fondées sur la défense d'intérêts communs font long feu. Une fois les objectifs atteints, du moins en partie, l'adhésion devient moins forte. Parfois même, les pieds-noirs ont l'impression d'avoir servi la cause personnelle d'hommes politiques ou de pieds-noirs ambitieux qui les ont utilisés comme un tremplin. D'où un rejet de la politique et des associations qui gravitent autour d'elle.

Se retrouver autour d'une histoire

À partir de la fin des années soixante-dix, les pieds-noirs ressentent le besoin de se retrouver autour de leur histoire. Leurs luttes contre les pouvoirs publics passent au second plan et le travail de deuil peut commencer. Celui-ci se fait dans la recherche d'une identité pied-noir. Qui sommes-nous ? Comment nous définir par rapport aux autres Français ? Quelles sont nos particularités ?

Dans cette quête identitaire, certains pieds-noirs vont chercher à définir une unité culturelle à ce groupe, de façon à pouvoir survivre au-delà de la génération rapatriée, à "*persévérer dans leur être*"⁽¹³⁾. Une association se monte autour de ce concept, c'est le Cercle algérieniste, fondé en 1973. Loin des batailles politiques, son objectif est de "*sauver une culture en péril*", d'"*approfondir la connaissance du passé algérien afin de mieux*

La terre aimée a disparu et seule
la mémoire peut la faire revivre.

C'est le rôle des auteurs,
des intellectuels, qui sont sollicités pour fournir
à la communauté des "racines de papier".

12)- Paris, La Découverte, 1999, p. 93.

13)- Claude Lévi-Strauss
Race et histoire, Gallimard,
Folio essai, 1987 (1952).

nous connaître, de redécouvrir l'originalité de la culture qui se faisait jour en Algérie, et pour diffuser l'œuvre d'écrivains algérienistes... avant que notre communauté se dissolve à jamais"⁽¹⁴⁾. C'est surtout pouvoir faire exister le groupe à travers un travail d'autodéfinition. "Ainsi, il s'agit sans doute moins de sauver une culture que de construire une communauté en suscitant l'émergence d'un sentiment collectif autorisant à rassembler plusieurs milliers d'individus épars. Comment ? En définissant une communauté – celle des pieds-noirs – qui n'existe qu'à travers une mémoire collective puisque le contact avec l'Algérie de papa a été à jamais aboli."⁽¹⁵⁾

L'association publie une revue trimestrielle contenant des articles sur l'histoire, la littérature, les arts, la vie de l'Algérie française. Des prix littéraires sont même décernés, comme le prix Jean Pomier, remis à un auteur "dont le livre... met en scène l'Algérie de 1830 à 1962, le thème étant la vie quotidienne à cette époque et l'œuvre française avec un souci d'objectivité". À la suite de cette association vont naître des lieux de recherche comme le Centre de documentation historique sur l'Algérie, fondé à Aix-en-Provence en 1974, puis le Centre d'études pied-noir de Nice et aussi une maison d'édition, les éditions de l'Atlantrophe.

Pour les pieds-noirs, ce besoin de se définir, de se reconnaître dans une culture particulière est un travail d'autant plus urgent qu'ils ont peur de se fondre dans la nation française et de disparaître. Parler de leur histoire, transmettre leurs valeurs, leur passé est alors une question vitale. D'autant plus que la terre aimée a disparu et que seule la mémoire peut la faire revivre. C'est le rôle des auteurs, des intellectuels qui sont sollicités pour fournir à la communauté des "racines de papier"⁽¹⁶⁾. Mais cette "culture" pied-noir peut prendre d'autres formes. On voit donc fleurir les livres sur la cuisine pied-noir, sur la langue pied-noir, le "pataouète" qui a désormais son dictionnaire, ses spécialistes, ses colloques. On valorise les "pieds-noirs qui ont fait la France", c'est-à-dire les figures emblématiques connues et reconnues.

Les grands rassemblements annuels – fête de l'Ascension à Nîmes, date anniversaire de l'exode, fête annuelle de certaines associations... – deviennent des points de rencontre pour cette communauté dispersée à travers le territoire national. Se retrouver, c'est encore pouvoir parler de ce passé idéalisé, même si, comme l'évoque Michèle Baussant, ce n'est pas toujours avec la possibilité de le transmettre. "Il ne suffit pas de se réunir pour reproduire une société dont l'espace social de référence n'existe plus et sur lequel aucun retour n'est possible. Ayant perdu son assise territoriale, la mémoire, transformée en histoire d'un passé sans devenir, ne peut plus construire un futur."⁽¹⁷⁾

Ces associations à vocation culturelle essaient donc de dépasser le stade de la mémoire nostalgique, de la "nostalgérie" comme on l'a appelé, car c'est un refuge stérile. Cette nostalgie existe d'ailleurs dans le monde associatif pied-noir avec les très nombreuses amicales régionales, théma-

14)- Manifeste du Cercle algérieniste, 1973.

15)- Eric Savarèse, *L'invention des pieds-noirs*, op. cit., p. 120.

16)- Lucienne Martini, *Racines de papier*, Publisud, Espaces méditerranéens, 1997.

17)- *Mémoires d'exil*, Stock, 2002, p. 340.

tiques, scolaires des anciens du Maghreb. Mais leurs adhérents vieillissent et les jeunes générations ne peuvent pas être attirées par de vieux souvenirs sans cesse ressassés. Si l'histoire de leurs parents les intéresse, cela doit se faire dans un autre contexte.

Depuis la fin des années quatre-vingt, avec le "retour du colonial" qui envahit la société française, les pieds-noirs, toujours en quête de leur place dans la nation, cherchent de nouvelles voies pour fixer leur identité. Ils se sentent directement interpellés par les débats sur la guerre d'Algérie, sur la place de l'immigration maghrébine en France, et donc la place de l'islam, sur la question de l'intégration, et veulent se définir par rapport à ces nouvelles interrogations qui traversent la société. Et à partir de cette époque, deux réponses, deux conceptions clairement différentes sinon opposées s'expriment. Là encore les associations transcrivent ces recherches identitaires. Elles reprennent des questions anciennement posées dans la société des Français d'Algérie.

Réhabiliter l'histoire coloniale

La première conception consiste à vouloir réhabiliter l'histoire coloniale. Certains pieds-noirs accusent les historiens anticolonialistes d'avoir dissimulé la vérité, de les mépriser, de les avoir rendus responsables de tous les maux coloniaux. Ils œuvrent donc pour une réhabilitation de l'œuvre française en Algérie. On retrouve les accents des manuels d'histoire de la III^e République, qui glorifiait la "Très Grande France", faisant son devoir de civilisation des peuples inférieurs, construisant des écoles, bâtissant des routes, électrifiant les villes, défrichant les campagnes. Ces idées sont portées par des associations comme Véritas, "comité pour le rétablissement de la vérité historique sur l'Algérie française", Jeune pied-noir, dont les priorités sont de "rassembler les Français d'outre-mer et leurs amis en vue de défendre et faire connaître l'œuvre de la France en Afrique du Nord et en outre-mer", ou encore Mémoire de la France d'outre-mer.

Le besoin est très fort d'écrire une autre histoire de l'Algérie française, une histoire dont on pourrait se sentir fier et ainsi transmettre aux générations futures. Des pieds-noirs décident de prendre en charge ce travail historique, convaincus que les autres historiens sont incapables de le faire : "Eux seuls peuvent dire ce qui s'est réellement passé, quelles ont été les difficultés, les succès, les erreurs, les malentendus [...]. Seuls les pieds-noirs peuvent légitimement parler de leur vie quotidienne en Algérie, et raconter ce que furent les faits, grands et petits, qui en ont constitué la trame." Pour Eric Savarèse⁽¹⁸⁾, ce retour à l'histoire coloniale permet au groupe de posséder des référents communs.

Certaines associations ont implicitement choisi d'idéaliser une tradition qui "supplée à l'absence d'histoire" celle de la "tradition pionnière". "Il s'agit de valoriser l'œuvre des pieds-noirs, en définissant l'ensemble des individus concernés comme d'authentiques descendants de 'pionniers'

18)- Extrait du *Guide biographique à l'usage des Français d'Algérie*, distribué par le Centre d'étude des pieds-noirs, in Eric Savarèse, p. 35.

créolisés par cent trente ans de présence française en Algérie”⁽¹⁹⁾. Le colon, au sens agricole du terme, est le héros de cette histoire et les paysages algériens (ou maghrébins) identifiés comme “l’Algérie heureuse” sont toujours des paysages de culture. Cette tradition permet à tous de se sentir fiers de leur présence en Algérie et ceci d’autant plus que “construite contre une vision métropolitaine, péjorative et dévalorisée du colon, elle s’insère à une dynamique d’unification du groupe contre une hostilité extérieure”⁽²⁰⁾.

19)- *Ibid.*, pp. 148-149.

20)- Eric Savarèse, *op. cit.*, p. 153.

Promouvoir le métissage méditerranéen

La deuxième conception tranche avec cette volonté de “vérité historique”. Elle n’a d’ailleurs pas de réelles velléités historiques, à part, peut-être, celle de se raccrocher à une tradition plus ancienne et déjà exprimée par de jeunes écrivains dans les années trente, celle du métissage méditerranéen. Fondée en 1985 en réaction à la “xénophobie, au racisme rampant”, l’association Coup de soleil a la volonté de rassembler toutes les personnes originaires du Maghreb, aussi bien les pieds-noirs que les immigrés ou leurs enfants. Son objectif est de “lutter contre l’ignorance et l’incompréhension”, en s’intéressant “à la vie économique, sociale, politique et culturelle de nos pays d’origine”. L’idée

Il ne faut pas oublier le succès de la pièce *La famille Hernandez* qui, la première, a popularisé la gouaille pied-noir et a contribué au succès d’acteurs comme Marthe Villalonga ou Robert Castel.

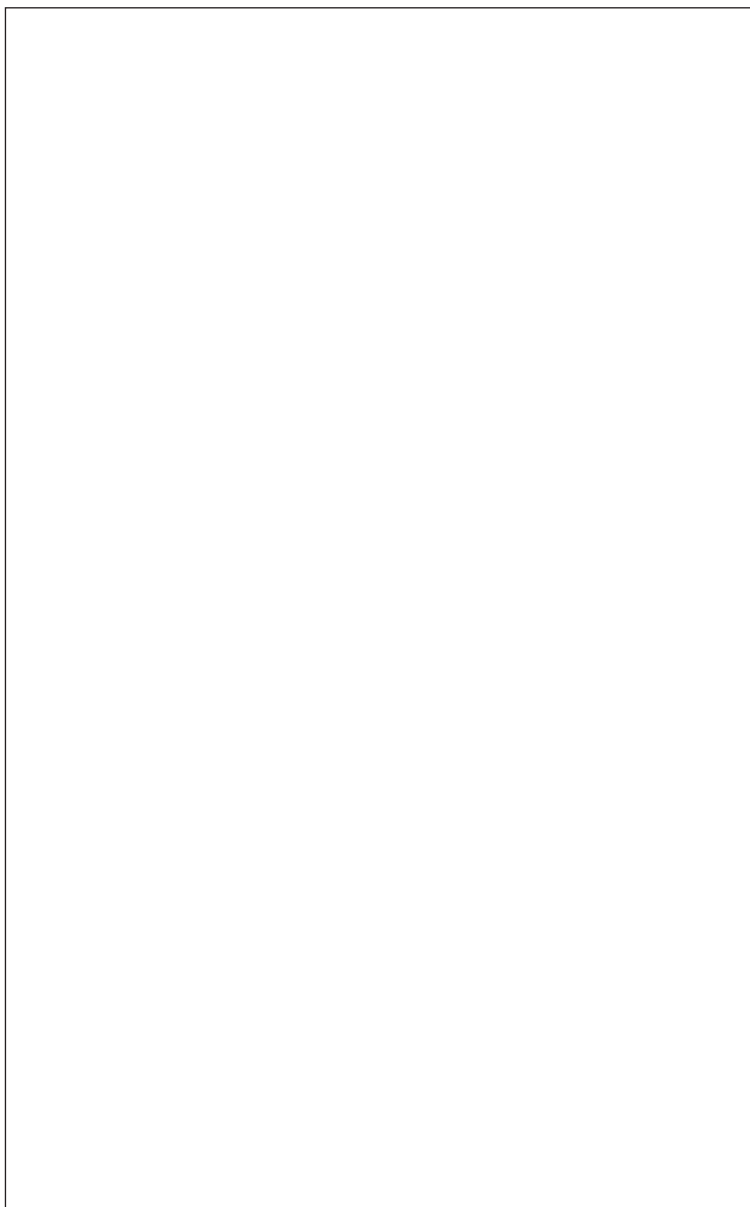
est de constater que tous, originaires du Maghreb, ont comme point commun une histoire méditerranéenne qui les rassemble. Elle se rapproche en cela des idées d’Albert Camus qui considérait les pieds-noirs et les Arabes comme “les fils différents d’une même terre”⁽²¹⁾. En 1955, il avouait dans *l’Express* qu’il se “sentait plus près, par exemple, d’un paysan arabe, d’un berger kabyle, que d’un commerçant de nos villes du Nord. Un même ciel, une nature impérieuse, la communauté de nos destins ont été plus forts, pour beaucoup d’entre nous, que les barrières naturelles ou les fossés artificiels entretenus par la colonisation.” De même Louis Gardel avoue-t-il : “Plus je vieilliss, plus je me sens pied-noir dans ma façon d’être, plus proche des Arabes et des Beurs que des Français.”

21)- “L’Algérie déchirée (1956)”, in *Chroniques algériennes 1939-1958*, Gallimard, Folio, 2002, p. 985.

Ce sentiment d’appartenir à un même tout, d’être uni par les mêmes racines, par une culture commune, avait déjà été évoqué par Albert Camus et Gabriel Audisio dans les années trente. Ce lien était pour eux non seulement la terre mais surtout la mer, la Méditerranée, lieu d’alliance entre l’Orient et l’Occident : “Ce goût triomphant de la vie, ce sens de l’écrasement et de l’ennui, les places désertes à midi en Espagne, la sieste, voilà la vraie Méditerranée et c’est de l’Orient qu’elle s’approche. Non de l’Occident latin. L’Afrique du Nord est un des seuls pays où l’Orient et l’Occident cohabitent.”⁽²²⁾

22)- Albert Camus, *La culture indigène, La nouvelle culture Méditerranéenne*, Gallimard, La Pléiade, 1965, pp. 1324-1325.

Les pieds-noirs qui se retrouvent dans cette définition adhèrent à cette nouvelle culture, plus vaste que celle de l'algérianisme, rassemblant, en France, tous ceux issus des bords de la Méditerranée. Les nouvelles générations peuvent alors se retrouver autour de cette idée qui n'exclut pas mais, au contraire, unit les différentes composantes méditerranéennes de la nation. Plus tard, l'association Pieds-noirs pour l'Algérie (PNPA) reprendra ce type de principes. Créée en 1983 à Montpellier, l'association définit les pieds-noirs comme "*les intermédiaires naturels entre le Sud et le Nord de la Méditerranée*" et publie une feuille d'information, *Méditerranée demain*.



Une place particulière doit alors être faite à la communauté juive, considérée par Claude Tapia comme ayant toujours joué le rôle de “*communauté tampon*” en Afrique du Nord. Ce rôle, elle l’a sans doute encore joué en France, en se mettant en avant alors que les autres pieds-noirs n’osaient pas encore revendiquer leur particularité. Ils ont été les porte-parole de la douleur – Enricos Macias et ses chansons, Roger Hanin et son personnage du *Coup de Sirocco* – mais aussi ceux de l’humour. Le “style pied-noir” qui leur a été parfois reproché a d’abord permis aux Français de mieux accepter cette communauté en riant de la différence. Ce style a été plutôt porté par des acteurs juifs après l’exode, mais ils n’en sont pas à l’origine. Il ne faut pas oublier le succès de la pièce *La famille Hernandez* qui, la première, a popularisé cette gouaille pied-noir et le succès d’acteurs comme Marthe Villalonga ou Robert Castel. Si ce rire a souvent été mal compris par les pieds-noirs eux-mêmes, qui y voyaient du mépris, c’est que la culture de l’humour et de la dérision n’est pas une tradition chez eux. Mais elle l’est chez les juifs, qui investissent la caricature comme une réponse possible à la douleur et à l’exil, mais aussi à l’exclusion. La preuve en est que cet humour se retrouve aussi chez les juifs ashkénazes, avec Popek, par exemple.

Ressortis des oubliettes de l’histoire, les pieds-noirs entrent de nouveau dans l’histoire de France. Mais cette entrée ne se fait pas sans difficulté puisque ce groupe est déchiré par des guerres de mémoires difficiles, qui l’empêchent d’accepter une vision consensuelle de l’histoire coloniale. En effet, les engagements des uns et des autres ne peuvent pas donner une seule et même vision politique des pieds-noirs. Certains tentent d’ailleurs de se distinguer politiquement en s’appelant “pieds-rouges”... Sans doute l’image du colon fasciste de l’OAS est-elle encore bien présente dans la société française et le vote Front national d’une partie des pieds-noirs, avec ses relents “Algérie française”, contribue-t-il à conserver cette image rétrograde de l’ensemble du groupe.

Il est vrai qu’aujourd’hui les associations qui semblent s’exprimer le plus dans le monde politique sont celles dont les idées sont les plus radicales. La faiblesse de l’État et des hommes politiques français, leur facilité à céder aux pressions politiques des pieds-noirs continuent à leur donner bon espoir de victoire. Aussi n’hésitent-elles jamais à exercer des pressions importantes pour faire passer leurs opinions. Les déchirements sur une date commémorant la guerre d’Algérie – la bataille autour du 19 mars en 2002 – sont la preuve que la recherche n’a pas encore permis d’apaiser les passions et que l’État n’est pas en mesure de s’appuyer sur une histoire consensuelle, malgré quelques tentatives⁽²³⁾ pour sortir de l’espèce d’amnésie officielle proposée jusque-là sur cette période. ◀

23)- Avril 1999 : un texte de loi reconnaît l’existence d’une “guerre d’Algérie” ; octobre 2001 : la mairie de Paris pose une plaque sur le pont Saint-Michel commémorant le massacre des Algériens le 17 octobre 1961 ; septembre 2002 : est décidée une Journée du souvenir des Harkis et en décembre 2002, est inauguré un monument, quai Branly, à Paris, à la mémoire des combattants de la guerre d’Algérie.



Jean-Jacques Jordi, “Les pieds-noirs : constructions identitaires et réinvention des origines”
▶ Dossier *Retours d’en France*, n° 1236, mars-avril 2002